



81, rue du Temple - 75003 PARIS

Lettre d'information

n° 101/102

février-mai 2004

ISSN 0996-5572

2 α

LES ANTINUCLÉAIRES ET LA DIABOLISATION DU CHARBON

Pourquoi les écolos/antinucléaires français refusent-ils en France ce qu'ils considèrent comme exemplaire ailleurs, l'Allemagne et le Danemark et leurs énergies renouvelables, alors que dans ces pays la production électrique à partir du charbon et du fuel est dominante ? En Allemagne 51,6% en 2002, au Danemark 58% en 2001 (voir la *Lettre* 96/97, janvier-avril 2003).

Dans les milieux écolos/antinucléaires, avancer qu'on peut sortir rapidement du nucléaire en utilisant les centrales électriques à charbon/fuel existantes soulève une répulsion violente. Non au charbon, ce qui implique : gardons nos centrales nucléaires.

L'argumentation avancée est bien sûr l'effet de serre, une aubaine pour les écologistes. Sans entrer dans la polémique sur l'importance de l'effet de serre, il ne faut pas oublier les gaz à effet de serre provenant de l'agriculture et de l'élevage intensifs, les gaz d'échappement des voitures, et tous les produits chimiques qu'on envoie dans l'atmosphère. Il faut souligner que le gaz carbonique provenant de la combustion du charbon pour la production d'électricité, même si le charbon remplaçait toute notre production électronucléaire, n'augmenterait pas notablement l'effet de serre, phénomène mondial. Si celui-ci s'avérait dramatique,

un peu plus ne changerait rien au désastre. Mais cela pourrait éviter des désastres nucléaires dans le très court terme.

L'effet de serre, s'il est médiatiquement utilisé par les écolos/antinucléaires, ne peut pas expliquer totalement leur répulsion vis-à-vis du char-

bon qui n'était guère apparente avant la décision de nucléarisation de notre production électrique en 1974. Si à cette époque le mouvement antinucléaire avait été assez fort pour bloquer le programme EDF, nous n'aurions pas de réacteurs nucléaires et notre électricité serait produite majoritairement (comme au Danemark et en Allemagne) par des centrales à charbon/fuel. En somme nos antinucléaires devraient se réjouir de l'échec d'il y a 30 ans !

QUELQUES HYPOTHESES POUR EXPLIQUER CETTE RÉPULSION.

L'énergie nucléaire, dès qu'elle apparut comme possible, fut la marque de la science et de la technologie comme moteurs essentiels du progrès.

Il suffit de lire (ou de relire pour les vieux) ce qui s'écrivait après 1945 pour se rendre compte que le nucléaire n'était pas simplement une nouveauté technologique. La destruction totale d'Hiroshima et de Nagasaki était la preuve que les physiciens ne s'étaient pas trompés en déclarant que la matière était une énorme réserve d'énergie et que son exploitation pacifique devait permettre de résoudre bien des problèmes sociaux en inaugurant une société de l'abondance. La destruction d'Hiroshima le 6 août 1945 fut, pour le journal *Le Monde*, « *Une révolution scientifique* » alors que celle de Nagasaki n'eut droit qu'à quelques lignes en dernière page. Pour *Le Monde* ce n'était qu'un « remake »...

Les réactions contre la bombe, quelques années après Hiroshima dans les années 50, avaient pour thème « non à la bombe, oui à l'atome pacifique ». L'horreur de la guerre nucléaire a servi de marchepied au développement de l'électronucléaire. En 1953, Eisenhower utilisa publiquement le thème de l'atome pour la paix.

Revenons au charbon. Bien sûr le charbon n'est pas une activité innocente et les mineurs de charbon ont beaucoup souffert. Mais tous ceux qui hurlent dès qu'on évoque un retour à l'emploi massif de charbon ont-ils réagi contre la condition ouvrière des mineurs de charbon ? Ont-ils réagi contre l'indifférence de la société vis-à-vis de leur situation ? Ils n'ont découvert la nocivité du charbon pour les mineurs que bien plus tard. Et ils ne se sont pas davantage inquiétés de la santé des mineurs d'uranium qui allaient prendre la relève. Qui, chez les anti-charbon, est scandalisé par le taux très élevé des cancers mortels -du poumon et du larynx- chez nos mineurs d'uranium ? Il est vrai qu'il n'y a

En pages intérieures

Quelques réflexions à propos de la manifestation antinucléaire du 17/1/04 à Paris

Contre-experts contre experts

Le nucléaire à la recherche d'une opposition institutionnelle

La concertation autour des sites industriels

Quand le lobby nucléaire s'en prend à ses victimes (texte Crii-Rad)

Tchernobyl, 18 ans déjà

Tchernobyl et démocratie en France

Energie nucléaire et terrorisme

De bonnes nouvelles de Nogent-sur-Seine

Faisons grincer des dents : Une victoire des "Négawatts", Où vont-ils chercher leurs "envoyés spéciaux", L'appel aux corbeaux, Qui aura le premier prix d'incompétence, Pour une vision optimiste des catastrophes, Curieuse coïncidence...

Réunions les 1^{er} et 3^e jeudis de chaque mois à 19h30
au CICP, 21 ter rue Voltaire 75011 PARIS - métro Boulets-Montreuil (sonner "accueil" après 20h)

plus de mineurs d'uranium en activité en France actuellement mais les mineurs retraités continueront à mourir de cancer. Notre uranium vient d'entreprises françaises exploitant les mines du Niger et d'ailleurs dans des conditions épouvantables (voir *Un scandale nommé COGEMA* dans la *Lettre* de Stop-Nogent n°95 nov.2002 et le compte-rendu de la mission récente de la CRIIRAD au Niger, *Trait d'union* n°27, à paraître).

L'utilisation massive des turbines à gaz ne peut se faire rapidement car elles sont à construire. Les centrales thermiques classiques (charbon/fuel) existent encore et leur exploitation intensive permettrait la mise à l'arrêt d'un grand nombre de réacteurs nucléaires. Cette stratégie mettrait la France dans une situation analogue à celle des autres pays européens.

Le refus des écologistes/antinucléaires d'exiger un arrêt rapide de nos centrales nucléaires en réactivant au maximum les centrales existantes à charbon et à fuel a certainement des origines profondes. Arrêter le nucléaire et revenir au charbon comme en 1974 c'est constater que le progrès scientifique/technologique n'est pas une garantie absolue de sécurité et cela bouleverse notablement l'idéologie ambiante. Le charbon ne fait pas le poids par rapport à l'atome. Les écologistes/antinucléaires veulent bien l'arrêt des réacteurs nucléaires mais pas par ce qui apparaît comme un retour en arrière,

mais par un progrès technologique dans le domaine des énergies renouvelables (éolien/solaire). Celles-ci n'étant pas capables dans le court terme de remplacer le nucléaire, ils font confiance au progrès technologique pour que ces énergies soient efficaces dans 20, 30 ans. C'est la même idéologie du progrès qui a promu le nucléaire il y a une trentaine d'années.

On se trouve avec les écologistes/antinucléaires dans un domaine de fantasmes fondés sur les mêmes bases que celles qui déterminent les réactions aux nouveaux risques que la modernité scientifique développe à un rythme accéléré : recherche publique contre recherche privée, débats citoyens, contre-expertises « indépendantes », étiquetage des aliments, service public etc., alors que la réalité est occultée.

Certains, après des années de répulsion anti-charbon, finissent par envisager le charbon comme solution pour éviter le désastre nucléaire mais ils veulent que ce charbon proposé soit présenté comme une « technologie innovante ». En somme, revenir au charbon sans que cela soit perçu comme un retour en arrière mais comme le résultat d'un progrès technologique. On voit bien là que le problème

charbon/nucléaire n'est pas fondamentalement lié aux conséquences de ces technologies mais à un désir de ne pas toucher à l'idéologie du progrès fondée sur une science sans contraintes.

Ils commencent à s'intéresser aux perfectionnements apportés aux centrales électriques au charbon. Or les techniques « charbon propre » ne sont pas nouvelles. Elles n'ont rien de révolutionnaire, certaines ont fait leurs preuves en France même, et avec des charbons médiocres ! EDF et Charbonnages de France les ont expérimentées chez nous (d'abord en Lorraine à Carling puis en Provence à Gardanne et il a suffi de changer les chaudières) mais elles sont destinées à l'exportation comme l'ont bien montré les contrats récents d'Alstom avec la Chine et les USA. En gros la méthode à lit fluidisé circulant (LFC) consiste à mélanger, dans une masse en mouvement d'air chaud (850°C), du charbon pulvérisé à du calcaire qui va capter les produits toxiques SO₂ et NO_x. D'autres techniques utilisant la vapeur supercritique ont été mises en œuvre dès les années 50 (vapeur à 540-560°C sous pression de 250 bars) et sont améliorées dans des centrales « ultrasupercritiques ». Il y a aussi la gazéification du charbon à 1600°C (comme à Puertollano en Espagne) où l'on purifie le gaz synthétique formé qui alimente ensuite une turbine à cycle combiné (rejoignant la technique des cycles combinés à gaz naturel). Mais bien sûr le gaz carbonique s'échappe dans l'atmosphère. Cependant d'après les promoteurs, comme le rendement est augmenté (voisin de 45%), il y a moins de CO₂ à production électrique égale.

En somme on peut constater une avancée dans l'acceptation de l'usage du charbon à condition qu'elle soit la marque du progrès. Dans le débat qui commence timidement à s'amorcer dans le mouvement antinucléaire le plus important c'est bien sûr qu'un désastre nucléaire est possible, mais ce désastre possible a été occulté jusqu'à maintenant par les tenants d'une sortie différée du nucléaire. Il y a eu davantage de pages consacrées aux éoliennes qu'aux conséquences sanitaires d'un accident nucléaire. La cécité n'est plus supportable alors que le désastre nucléaire est envisagé par les responsables sociaux à travers un grand nombre de décrets, d'arrêtés, de directives etc.

Il est important d'analyser les raisons idéologiques qui ont bloqué le mouvement antinucléaire car ces mêmes raisons pourraient être la source de l'acceptation de technologies causes de bien d'autres désastres (les biotechnologies, l'informatique et le contrôle des individus etc.)

Roger Belbéoch, 27 février 2004

Faisons grincer les dents

En novembre dernier on apprenait qu'AREVA allait lancer une nouvelle usine d'enrichissement d'uranium. Cette usine utilisera la technologie de l'ultracentrifugation pour remplacer la vieille usine Eurodif de Pierrelatte basée sur la technologie de la diffusion gazeuse. L'argumentation d'AREVA est intéressante : l'ultracentrifugation pour enrichir l'uranium est beaucoup moins gourmande en énergie. Ainsi ce projet d'AREVA s'intègre bien dans la perspective d'économies d'énergie électrique développée par les « négawattistes » dans la mesure bien sûr où l'on n'exige pas la sortie rapide du nucléaire ce qui justifie que l'enrichissement de l'uranium est une nécessité pour le fonctionnement pendant quelques décennies de notre parc nucléaire !

UNE VICTOIRE DES "NÉGAWATTS"

La décision d'AREVA montre bien le souci des nucléocrates de participer aux campagnes d'économies d'énergie électrique des écologistes/antinuc. Cette décision d'AREVA devrait réduire notablement l'autoconsommation d'énergie de la production électronucléaire. Dans une perspective de sortie à long terme du nucléaire (durée de vie des réacteurs de 30 ans, 40 ans voire davantage) il est raisonnable de préconiser une économie d'énergie de l'autoconsommation nucléaire. Cette décision n'a pas bouleversé les écologistes/antinuc. Pourquoi ne se sont-ils pas réjouis de cette décision qui s'intègre parfaitement dans la stratégie d'une sortie différée à long terme du nucléaire ?

QUELQUES RÉFLEXIONS À PROPOS DE LA MANIFESTATION ANTINUCLÉAIRE DU 17 JANVIER 2004 À PARIS

Une partie du comité « Stop-Nogent » a décidé de manifester afin de montrer son désaccord avec le « Rézo » le 17 janvier 2004 à Paris contre le nucléaire.

Nous portions une banderole avec la phrase suivante :

« SORTIE IMMEDIATE : C'EST POSSIBLE,
avec l'hydraulique & les centrales existantes
à charbon, fuel et gaz. »

Lorsque je marchais sous cette banderole, ou à l'occasion de la distribution de tracts, j'ai été plusieurs fois l'objet de questions ou de condamnations, bref de réactions.

J'ai pu noter une confusion fondamentale entre le Court Terme et le Long Terme, le rêve et la réalité (encore une fois).

A priori j'ai rejoint ce comité car il distingue bien le Court Terme

du Long Terme. Il n'oublie pas le Long Terme, néanmoins ses réflexions visent à trouver des solutions à Court Terme pour « sortir » du nucléaire le plus vite possible, au risque d'agacer....

En fait je suis conscient de la survenue possible d'une catastrophe nucléaire n'importe quand et qu'il faut tout faire pour l'éviter. Je suis conscient que le remplacement du nucléaire par des centrales thermiques avec des combustibles fossiles ne résoudra pas les problèmes écologiques à Long Terme (épuisement

des ressources naturelles dénoncé depuis au moins 1972, importation, etc...) mais j'estime que l'humanité aura encore le temps (?) d'y réfléchir une fois le nucléaire (et donc la possibilité d'une catastrophe qui arrêterait le temps) abandonné.

LES VERTS :

Dans cette confusion Court Terme / Long Terme nous trouvons les « Verts ». D'un côté on parle de « réalisme » et on s'allie au Parti socialiste avec comme résultat une régression du mouvement écologiste dégoûté par les gesticulations de quelques Verts pour obtenir des « maroquins » de ministres ou autres postes d'élus ; d'un autre côté on met en avant le rêve d'une société où l'homme est en paix avec la nature et produit de l'électricité avec des ressources renouvelables (hydraulique, éoliennes, solaires, etc...) sans évoquer vraiment les conséquences sur le genre de vie actuel de nos

contemporains, autre qu'un recours à un bruitage de campagne en arrière fond.

Or aujourd'hui, l'hydraulique ne couvre que 12 % des besoins et les autres renouvelables, seulement 0,4 %. Même si on couvrirait toute la France des 110 000 éoliennes nécessaires -en théorie- pour remplacer les centrales nucléaires, cela ferait 1 éoliennes tous les 5 km² et on n'arriverait pas vraiment au but recherché, à cause de la faiblesse du rendement de l'éolien (trois fois moins que les centrales nucléaires), de la nécessité de sources centralisées et puissantes de production d'électricité pour faire tourner certaines production (sidérurgie par exemple) et surtout de la rareté du vent dans certains endroits. Quant au solaire il ne satisferait que les besoins domestiques à la campagne et surtout il faudrait stocker l'électricité obtenue dans des batteries en plomb, générant ainsi de la pollution chimique.

Bref, les Verts se veulent réalistes quand il s'agit de prendre

des maroquins ou des postes d'élus, mais utopistes quand il s'agit de faire rêver la « foule sentimentale », pour qu'elle vote pour les experts de la politique.... Ils n'évoquent la sortie du nucléaire que sur le Long Terme et avec des solutions du Long Terme.

Sans nul doute il faudra recourir essentiellement aux énergies renouvelables sur le Long Terme, mais entre le Court Terme et le Long Terme il peut y avoir le risque d'une catastrophe nucléaire et surtout la nécessité de convaincre nos contemporains que la société « productiviste » a fait son

temps, et que voici venu le temps de la « décroissance » ... Combien de personnes sont capables aujourd'hui d'imaginer un au-delà à la société actuelle autre que des fantasmes de « retour à la terre » ???

DES LIBERTAIRES :

Dans cette confusion entre le Court Terme et le Long Terme nous trouvons aussi quelques libertaires, du moins ceux qui n'ont pas rejoint le « rézo ».. Nous ne voyons pas très concrètement comment fonctionnera leur société, mais ils sont nos « alliés objectifs » puisqu'ils sont eux aussi pour l'arrêt immédiat du nucléaire. Mais quand on leur demande comment on va remplacer le nucléaire, la plupart rejettent le passage obligé par les énergies fossiles. Ils préfèrent imaginer possible de passer directement à une société dominée par le « renouvelable », alors que c'est aujourd'hui mathématiquement impossible.



Quand le comité parle d' « arrêt immédiat », il laisse quand même aux employés d'EDF/GDF le temps de faire quelques réglages, d'arrêter les exportations, de redémarrer les centrales au charbon (EDF exigeant par exemple, une période de 18 mois pour réactiver les centrales en arrêt garanti pluriannuel par exemple), de former des employés pour qu'ils puissent se déployer dans les nouvelles centrales, etc ... physiquement toutes les capacités existantes actuelles couplées à un arrêt des exportations devraient permettre d'arrêter le nucléaire et d'assurer une production d'électricité peut-être équivalente à 60 % de celle d'aujourd'hui (70 % en 1997) (voir R&B. Belbeoch « *Il faut sortir de l'impasse nucléaire avant la catastrophe. C'est possible* » de Roger et Bella Belbéoch (1997).

Mais avec les libertaires il s'agit de passer directement au tout renouvelable, sans même préciser en combien de temps, mais apparemment rapidement ! sous-entendant un changement radical de culture, qu ne serait plus ni productiviste, ni accumulatrice. Quand je vois les Verts comme

les Libertaires refuser le recours aux centrales thermiques au fuel et au charbon, j'ai l'impression que c'est parce qu'ils n'ont pas compris, pas mesuré, perdus qu'ils sont dans l'idéologie. Et j' enrage lorsque je vois que nos adversaires, eux, ont compris : lorsqu'EDF ferme les centrales thermiques au charbon

pour rendre inéluctable le remplacement des centrales nucléaires... par exemple.

Je me sens obligé de disperser une partie de mes critiques sur eux plutôt que d'essayer de convaincre en dehors de ce groupe. Convaincre la population est une tâche hors de ma portée et de celle du Comité, il vaut mieux recréer un mouvement antinucléaire vraiment antinucléaire pour peser sur les corps intermédiaires et sur le pouvoir et in fine sur la population, plutôt que de perdre son temps à convaincre des gens qui ont déjà accepté le lancement du programme nucléaire en 1974....Il faut une nouvelle vision du monde dans nos rangs pour mieux avancer hors de nos rangs.

JLP



Manifestants antinucléaires "actifs"

Faisons grincer les dents

OÙ VONT-ILS CHERCHER LEURS "ENVOYÉS SPÉCIAUX" ?

Dans *Le Monde* du 24 mars 2004 on trouve un article d'Arnaud Zajtman, envoyé spécial en République démocratique du Congo (RDC) intitulé « *RDC : extraction sauvage dans une mine d'uranium* ».

Cet envoyé, sélectionné comme « spécial » par le journal considéré comme une référence au niveau de l'information [1] indique : « *L'uranium, à la sortie de la mine, n'est pas radio-actif* » [c'est moi qui souligne]. Voilà qui est bien étrange. S'il lui faut préciser que c'est en sortie de mine que l'uranium n'est pas radioactif pense-t-il que l'uranium devienne radioactif plus tard ? Est-ce la mise à l'air libre qui le rendrait radioactif ? Pour le moins curieuse cette façon de considérer la radioactivité. Comment est-il possible qu'un journal dit d'information puisse payer un tel incompetent ?

De plus cet envoyé très spécial écrit, au début de son article, que « (...) l'activité des ingénieurs belges qui, en 1945, ont extrait ici les 1500 tonnes d'uranium achetées par les Etats-Unis pour fabriquer les bombes atomiques d'Hiroshima et de Nagasaki ». Cet « informateur » semble trouver normal que les Américains aient pu traiter 1500 tonnes d'uranium en 1945 (quand, en janvier ? plus tard ?) pour fabriquer une bombe qui a explosé en juillet et deux bombes qui ont explosé en août. Il ne sait peut-être pas que les destructions d'Hiroshima et Nagasaki ont eu lieu les 6 et 9 août 1945. Il ne sait peut-être pas non plus qu'il faut un certain temps pour passer de l'uranium des mines à l'uranium bombe et au plutonium bombe.

Remarquons que le journaliste que *Le Monde* a envoyé « spécialement » au Congo précise que ces 1500 tonnes d'uranium ont été extraites des mines par des « *ingénieurs belges* », ce qui reflète une conception assez curieuse du colonialisme. On sait que l'uranium des mines d'Arlit au Niger

(COGEMA propriétaire majoritaire), n'est pas *extraît* par des « ingénieurs français ». Les Belges auraient-ils eu en 1945 une conception particulièrement humaniste de l'exploitation coloniale ?

N'y a-t-il personne au *Monde* pour demander des rectificatifs ? Pour intervenir et dire que cet envoyé spécial est d'une nullité flagrante ? Mais peut-être que la compétence n'est pas la qualité essentielle requise par ce journal qui n'hésite pas à virer du jour au lendemain des journalistes dont la « souplesse » vis-à-vis des dirigeants du journal laisse à désirer. Assez étrangement, en parlant de la mine d'uranium de Shinkolobwe du Congo, abandonnée depuis longtemps, le journaliste dit : « *la mine aurait pu devenir un lieu de recueillement* ». Ce recueillement, est-ce pour les mineurs congolais qui ont travaillé dans la mine et qui sont morts ou qui vont mourir de cancer ? Probablement pas car cet « envoyé spécial » payé par *Le Monde* ne semble pas être sensibilisé aux problèmes de la radioactivité.

[1]. Revenons aux sources : d'après le *Petit Robert* informer vient du latin « *informare* façonner, former ». Ainsi un « informateur » est un individu chargé de « former ses lecteurs ». Il serait plus pertinent de dire « formater », c'est à dire mettre les lecteurs dans une situation compatible avec les règles sociales de l'idéologie dominante. *Le Monde*, journal à formater ses lecteurs... Il est plus facile pour ce journal d'utiliser et de payer des journalistes totalement incompetents que d'être attentif aux écrits de journalistes compétents qu'il faut, soit censurer (s'ils veulent continuer à « collaborer ») soit virer.

R. B.

CONTRE-EXPERTS CONTRE EXPERTS

Jusqu'à présent l'analyse critique des dossiers techniques de l'industrie nucléaire était réservée totalement aux "experts" qui seuls étaient supposés avoir la connaissance objective des phénomènes impliqués dans ces dossiers. Les non-experts étant par définition incapables de comprendre les rapports techniques, il était inutile de les rendre publics. Les élus nationaux ou locaux qui, en principe, détiennent le pouvoir de décision s'en remettaient aux experts. Pour qu'on ne les confonde pas tout à fait avec la masse ignorante des non-experts, les experts leur organisaient des séances spéciales d'explication qu'il s'agissait ensuite de bien faire mousser, pour que les électeurs continuent à s'en remettre sans angoisse à leurs élus.

Un certain nombre d'événements importants sont survenus bien que les experts en aient nié la possibilité, ils ont remis ce système en cause. La population a de plus en plus de mal à croire aux experts et, par contrecoup, la crédibilité des élus est particulièrement menacée. La contre-expertise pourrait arriver à point pour refaire fonctionner le système tout en maintenant la population totalement en dehors des processus de décision. Les élus, de plus en plus, dans les régions demandent l'avis à des contre-experts, on y ajoute généralement le qualificatif d'indépendants. Ils pourront s'en remettre à eux et regagner en crédibilité. Comme les experts l'avaient fait antérieurement, les contre-experts-indépendants organiseront pour eux des séances spéciales de formation. Les élus sont censés être capables d'assimiler les éléments essentiels des analyses ainsi que les conclusions, même s'ils sont incapables d'effectuer eux-mêmes ces analyses. La population, elle, est censée se contenter des affirmations et des conclusions car totalement incapable et inculte. A la question « Bon ? Mauvais ? » les contre-experts souligneront la bonne réponse.

En ce moment, on semble brûler une étape et de plus en plus les élus demandent aux associations « contestataires » de désigner elles-mêmes les contre-experts qu'elles désirent. Ils vont même jusqu'à prévoir des crédits pour que l'opération s'effectue dans de bonnes conditions.

Ainsi la lutte contestataire est terminée, On a gagné! En réalité, elle se complique terriblement et prend des tournures souvent perverses.

EFFETS SUR LES COMITÉS

- 1 Quand ils réclament l'aide des "contre-experts indépendants", ils se décrédibilisent auprès de la population. Les membres des comités, quand ils parlent, n'apparaissent pas comme des contre-experts-indépendants ; l'aide qu'ils demandent auprès des contre-experts-indépendants est le signe objectif de leur ignorance.
- 2 L'action des comités s'oriente de plus en plus vers la recherche de contre-experts-indépendants pour animer des réunions ou pousser les élus à accepter d'être conseillés par leurs contre-experts indépendants et à les financer.
- 3 Les explications données par le contre-expert-indépendant en réunion n'ont que peu d'intérêt. Le souci des organisateurs des réunions "contestataires" est souvent orienté vers :
 - l'obtention de contre-experts-indépendants aux titres les plus prestigieux. Ils sont toujours déçus car les titres prestigieux sont les piliers de l'establishment, donc non accessibles ;
 - n'ayant pas de contre-experts-indépendants aux titres prestigieux, ils octroieront ces titres aux contre-experts-indépendants mineurs qu'ils auront pu racoler. On arrive parfois à des situations grotesques ;
 - ils renoncent à la lecture des dossiers et aux critiques relatives aux aspects non techniques de ces dossiers et attendent l'avis sans appel de leurs contre-experts-indépendants.
- 4 Finalement, le résultat serait le renoncement des comités à

une activité autonome. Ils participeraient ainsi à convaincre la population qu'il n'est pas possible qu'elle ait son avis à donner pour des décisions qui concernent son existence.

- 5 Le Comité Stop-Nogent a échappé à ces risques, et l'aide demandée aux contre-experts-indépendants a été tout à fait réduite et n'a jamais conduit le comité à perdre sa totale autonomie pour analyser une situation et prendre ses décisions.

L'expert

C'est par définition :

- 1 celui qui possède la totalité du savoir dans un domaine donné (électronucléaire, cancérologie, économie, etc.). Ainsi, ses conclusions sont parfaitement valables et peuvent être formulées d'une façon simple, oui/non, en toute objectivité.
- 2 celui qui jugera, quel que soit son employeur, en toute objectivité scientifique sur des critères purement scientifiques. Il représente la rationalité absolue et toute mise en doute de ses conclusions ne peut être que la marque de l'irrationalité.
- 3 L'existence de l'expert qui Sait implique que le non-expert n'a aucun espoir de savoir. Elle culpabilise le non-expert et lui fait accepter son état de personne assistée.
- 4 La croyance en l'expert par une large couche de la population est une nécessité pour une bonne insertion sociale du développement industriel.
- 5 Ce système montrant actuellement son inefficacité, l'idée du contre-expert-indépendant arrive à point. Le contre-expert-indépendant est en passe d'être promu au rang et à la fonction (sociale) de l'expert.

Les contre-experts-indépendants

Ils sont supposés :

- 1 être des experts avec les qualités que cela implique (savoir global, objectivité, rationalité...).
- 2 être indépendants. Qu'est-ce que cela signifie ?

L'expert n'est-il dépendant que de son employeur par la paie qu'il touche? C'est un aspect important de la dépendance, mais ce n'est pas le seul.

Il est aussi dépendant de l'idéologie de la société industrielle, technique et scientifique. C'est son adhésion totale à cette idéologie qui le fait être reconnu comme expert par ses pairs, qui lui donneront alors un statut social compensant l'étroitesse du créneau spécialisé qu'il occupe dans les processus techniques de son métier.

Le passage au grade d'expert lui permet d'abandonner les tracasseries du technicien confronté au concret. Son statut social y gagne énormément et sa carrière sera beaucoup plus longue. Un expert est assuré d'une activité professionnelle jusqu'à sa mort (s'il n'est pas trop sénile), alors que pour le professionnel technicien elle s'arrêtera à la retraite qui le jettera dans les oubliettes. L'expert n'a besoin que de son titre pour exister, il n'y a pas de nécessité de faire la preuve de ses compétences. Ainsi, la dépendance de l'expert vis-à-vis du système social est très complexe et très forte, elle ne se mesure pas par la dépendance financière.

Quant au contre-expert-indépendant, il ne sera reconnu comme tel que s'il obtient le statut d'expert. Etre considéré d'une façon sympathique par des comités n'a rien de bien gratifiant pour un scientifique. Etre reconnu comme un interlocuteur valable par le clan des experts est autrement plus excitant. Cela vaut généralement quelques compromis. Mais surtout cela le conduit à une attitude prudente vis-à-vis des textes qu'il doit critiquer. Il doit en reconnaître la validité, sinon il nierait sa propre activité. On aboutit ainsi à un jeu pervers "contre-experts contre experts". La "déontologie" scientifique servira d'alibi.

Roger Belbeoch, 24 novembre 1989

Publié dans le *BULLETIN du Réseau Pour un avenir sans nucléaire*, n°20, janvier 1990, 19 rue Titon, 75011 Paris.

LE NUCLÉAIRE À LA RECHERCHE D'UNE OPPOSITION INSTITUTIONNELLE

Dans l'éditorial du *Courrier International* du 14 janvier 1999, Alexandre Adler, chef de la direction éditoriale, craignait que Cohn-Bendit « *n'entraîne un rejet de masse des industries nucléaires* ». C'était en janvier et ce nucléophile convaincu était sous le coup de gueule des Verts allemands, il craignait une contamination sur les Verts français. Il a dû certainement se rassurer assez vite. Mais un autre souci apparaît dans son article. Il écrit : « *une industrie comme le nucléaire a besoin d'une forte opposition permanente pour être contrainte à développer les mesures adéquates de sécurité* ». Il ajoute à la fin du texte « *plusieurs Dominique Voynet peuvent contribuer à réfréner un nouveau choc pétrolier* », sous-entendant par là leur contribution à la prospérité du nucléaire.

Si on se reporte au rapport d'activité de 1998 de la Direction de la Sûreté des Installations Nucléaires (DSIN), il est clair que cette autorité en sûreté nucléaire se préoccupe énormément des problèmes de communication. Après avoir stigmatisé EDF et Cogéma, le directeur de la DSIN désire que ses collaborateurs communiquent mieux, ils devront subir des cours de communication. On aurait pu penser que s'il y a des problèmes de sûreté nucléaire, des cours de métallurgie (consacrés aux diverses façons dont peuvent se fissurer les matériaux) ou de radioprotection (sur les effets biologiques du rayonnement) pourraient, entre autres, être plus utiles. Faut-il suivre des cours pour dire tout simplement la vérité ? Cela paraît étrange. Par contre il faut un certain entraînement pour que les mensonges soient crédibles. Pourquoi faut-il être particulièrement crédible ? Mentir lors d'événements peu graves ne porte pas à conséquence si la population n'accepte pas le mensonge. Par contre, en cas d'accident grave la situation est toute différente. Il y a des risques de dérapage, ce que les experts en catastrophe dénomment des turbulences sociales. Bien sûr dans de telles situations on peut toujours attaquer et neutraliser les turbulents mais cela serait un sale coup porté aux simulacres démocratiques de notre société. Si on arrive à calmer la fureur de la population qui suivrait une catastrophe nucléaire en la bernant d'une façon crédible sur les conséquences, alors le virtuel démocratique pourrait continuer. L'électronucléarisation s'est faite dans un tissu de mensonges avec l'accord, voire la complicité, des différents corps intermédiaires : du corps médical (sauf quelques médecins complètement isolés), des médias, des syndicats (à l'exception de quelques uns et des réticences de la CFDT qui n'ont pas duré), du corps des scientifiques (mis à part une poignée d'entre eux) et la bénédiction de l'académie des sciences, d'associations diverses etc. Le mensonge ne prend plus, la population est inquiète et cela n'est pas rassurant pour les responsables qui pensent qu'ils pourraient avoir à gérer des situations graves, voire, catastrophiques.

La solution urgente évidemment pour ces responsables est de changer le discours. Distiller quelques vérités, se montrer fermes (médiatiquement évidemment) lors d'événements assez mineurs qu'on élève au rang d'événements graves, cela peut déranger l'establishment nucléaire mais ce n'est pas trop dramatique si en retour ils gagnent en crédibilité. C'est en somme un bon investissement pour le futur. Mais ce

volet de ce qu'on appelle « transparence » n'est pas suffisant. La gestion douce d'une catastrophe nucléaire ne peut se faire sans l'aide d'une opposition institutionnalisée. L'expression peut paraître curieuse car, par définition, toute activité institutionnalisée ne peut s'opposer à l'institution. Cette forte opposition est nécessaire au fonctionnement de l'institution ne serait-ce que pour en pointer les dérives et carences les plus criantes, mais elle doit s'intégrer harmonieusement dans le cadre institutionnel.

Les autorités de sûreté nucléaire avancent leurs pions de la transparence pour renforcer l'opposition nucléaire en lui rognant les ailes, en l'institutionnalisant. Quelques exemples :

- 1 Le Conseil Supérieur de la Sûreté et de l'Information Nucléaire s'est vu renforcé par l'injection de nouveaux membres : un représentant du Forum Plutonium, un responsable de l'ACRO, un membre de la SEPANSO, (protection de la nature), plusieurs directeurs de recherche au CNRS, un paquet de journalistes. Cet organisme, au départ Conseil supérieur de la sûreté nucléaire, risque fort de n'être qu'un conseil supérieur de l'information nucléaire. Il faut communiquer mais il faut bien avoir en tête ce que nous dit le dictionnaire : un des sens du mot « communication » est « contagion ».
- 2 Les autorités de sûreté ont organisé il y a quelques mois une réunion ouverte aux opposants où des opposants notoires (Robin des Bois, Wise) étaient conviés à s'asseoir à des tables rondes à « égalité » avec les responsables ce qui peut défouler certains en leur donnant le droit à la parole. Cela a déchaîné un participant pronucléaire de la salle renforçant l'impression de transparence que les autorités de sûreté veulent donner. Ce qui nous importe c'est **le droit à la décision**. Ce genre de « show » n'a aucun impact sur l'évolution des fissures dans les tuyauteries des circuits des réacteurs, ni sur les incidents et dysfonctionnements de plus en plus nombreux, ni sur le non respect des normes de sûreté avalisées par les autorités de sûreté comme on l'a vu lors du redémarrage de Belleville alors que l'enceinte n'était pas conforme.
- 3 On voit se multiplier les audits ouverts démocratiquement à la contestation. Cela permet de la rendre polie et de l'utiliser c'est à dire de l'institutionnaliser pour assurer la permanence du nucléaire. A quoi peuvent servir les audits sur les déchets nucléaires quand il est évident qu'on ne peut les anéantir et qu'il est bien trop tard pour qu'ils n'aient pas été produits ? A quoi peut servir un audit sur les normes de radioprotection quand on sait que pour l'essentiel elles sont déjà fixées ? Que localement les responsables ont connaissance des niveaux d'intervention fixés pour la gestion des accidents nucléaires majeurs. Spectacle pour assurer le simulacre de démocratie dont ont besoin les responsables. Cette institutionnalisation de l'opposition nucléaire pourrait bien signifier la fin de l'antinucléaire mais cela ne suffira peut être pas à calmer les turbulents si des événements graves se produisaient.

R. Belbéoch, 21 octobre 1999

Faisons grincer les dents

Dans *le Parisien* du 30 mars 1995 on trouve une interview de André-Claude Lacoste (il était alors le directeur de la Direction de la sûreté des installations nucléaires. Depuis ses responsabilités en matière de nucléaire ont augmenté et il est le plus haut point de la pyramide).

A la question « *Pour ne pas être mal classé, un chef de centrale peut avoir tendance à masquer des incidents. Quels moyens avez-vous pour contrôler sa sincérité ?* », il

L'APPEL AUX CORBEAUX

répond : « *Notre inspection sur le site est lourde. (...) Mais il est fondamental de tout savoir. Nous sommes prêts à recueillir tous les renseignements que le personnel peut nous donner sur le fonctionnement ou le dysfonctionnement d'une centrale. Je lui garantis l'anonymat* » [souligné par nous].

Mais il ne garantit pas sa protection en cas de répression des chefs hiérarchiques...

LA CONCERTATION AUTOUR DES SITES INDUSTRIELS

C'est le titre d'un rapport de 85 pages d'avril 2001 ayant deux sous-titres « *Retour d'expériences internationales* » et « *Participation des associations à la concertation en France* » de Gilles Hériard-Dubreuil* et Serge Gadbois, de la société Mutadis Consultants.

Cette étude sous contrat a été réalisée pour le compte de l'Institut de Protection et de Sûreté Nucléaire, l'organisme clé du nucléaire français, appui technique de l'Autorité de Sûreté Nucléaire. Depuis, l'IPSN a été absorbé dans l'IRSN, Institut de Radioprotection et de Sûreté Nucléaire, créé par la fusion de l'IPSN et de l'OPRI (Office de Protection contre les rayonnements ionisants qui avait remplacé le SCPRI du Pr. Pellerin). L'IRSN dépend de M. André Claude Lacoste qui coiffe désormais et la sûreté nucléaire et la radioprotection, en tant que directeur de la DGSNR, direction générale de la sûreté nucléaire et de la radioprotection.

En quoi la concertation intéresse-t-elle l'IPSN ? Il s'agit, pour les consultants Mutadis, d'analyser l'origine des conflits sociaux qui peuvent naître autour des installations dangereuses, les sites nucléaires en particulier, afin de suggérer quelques stratégies pouvant calmer les « turbulences sociales » sans mettre en cause le site dangereux.

Une remarque préliminaire au sujet de l'expérience internationale : « *les réflexions internationales en matière de concertation autour des sites industriels sont généralement parties du constat que les démarches d'information des populations restent insuffisantes pour instaurer un climat de confiance autour des installations à risques. La participation est apparue comme un moyen efficace, malgré ses exigences en termes de coûts et de temps, pour inscrire durablement un projet industriel dans son environnement social et résoudre les problèmes posés par l'acceptabilité des risques associés à ce projet* ».

Assez curieusement les premières phrases évoquent ainsi les problèmes qui se posent pour développer un « climat de confiance » autour d'installations à risques c'est à dire autour d'installations déjà présentes et qui inquiètent les gens, or ce qui suit concerne les problèmes d'acceptabilité d'un « projet industriel », c'est à dire d'une installation non encore installée. Cela veut dire que la « concertation » (c'est un terme beaucoup utilisé dans ce rapport mais qui n'est pas clairement défini et reste ambigu) doit s'instaurer dès le début, au stade du projet, si on ne veut pas avoir de gros problèmes quand celui-ci sera réalisé.

Une remarque intéressante concernant les associations : « *(...) les associations ont l'ambition de contribuer au fonctionnement "sûr" des installations, même si par ailleurs elles peuvent contester la justification de leur implantation et/ou de leur utilité* ».

Cette appréciation des associations contestataires/concertantes est assez bien vue. Mais il est évident que pour une association accepter la « concertation » c'est abandonner dans les faits la contestation de l'installation car c'est finalement rassurer les gens sur la surveillance de la sûreté alors que la contestation implique que le niveau de sûreté quel qu'il soit ne peut garantir l'absence de catastrophe.

Mutadis juge l'approche des experts : « *Dès lors qu'une activité était sûre pour les experts [scientifiques] il s'agissait de démontrer au public le caractère négligeable (donc acceptable) des risques associés* ». Cette approche ne s'est pas avérée efficace car « *les oppositions qu'ont pu rencontrer nombre de projets industriels ont montré les limites d'une approche strictement "scientifique" et ont renforcé le cercle vicieux d'une vision du monde partagée entre experts éclairés et profanes "irrationnels"* ».

Apaiser les turbulences autour d'un site dangereux ne pourra pas se faire avec des arguments scientifiques, rationnels, car

l'opposition de la population est hors de la rationalité. C'est là où Mutadis justifie l'argent du contrat IPSN en essayant de trouver des arguments non rationnels mais crédibles pour calmer la population angoissée.

Le credo Mutadis : la « concertation » doit se fonder sur la participation des associations. Cela implique évidemment que les associations soient reconnues comme ayant une certaine compétence. En gros c'est l'institutionnalisation des associations. Le pouvoir reconnaît leurs compétences à condition qu'elles participent à la concertation, ce qui suppose de renoncer au refus inconditionnel des installations dangereuses, de contribuer à calmer la population en l'assurant d'avoir le souci d'accroître la sûreté.

Mutadis donne une assez bonne définition de la « médiation » : « *(...) Certaines associations, généralement de niveau départemental ou régional, considèrent que leur rôle dans la concertation est moins de représenter les citoyens auprès de l'exploitant ou des autorités publiques, que de servir de médiateur entre ces différents acteurs. Elles revendiquent une prise de recul sur les controverses liées à l'exploitation de sites industriels [il ne s'agit plus d'une concertation sur le projet car l'exploitation est en place] et proposent de mettre à profit leurs compétences environnementales [que les autorités leur attribuent] et leur connaissance du milieu associatif pour faciliter, voire accompagner le dialogue entre des industriels et des associations locales. Cette médiation peut amener une association à défendre une position différente des riverains, tout en coopérant avec eux* ».

La conclusion « *Quand cette fonction de "stretching" [de tension constante exercée par les associatifs, de mise à l'épreuve de l'exploitant] est considérée comme utile par les acteurs du système qui exercent un suivi du fonctionnement d'une installation, notamment par l'exploitant, les acteurs en présence peuvent se reconnaître mutuellement comme partenaires d'un même enjeu, à savoir l'amélioration des conditions d'insertion de l'installation dans son environnement* ».

Enfin, la concertation ne concerne ni les conséquences sociales d'un accident possible sur l'installation, ni l'implication des citoyens pour qu'ils décident si ces conséquences sont acceptables. Il ne s'agit pour Mutadis que d'améliorer « l'insertion sociale de l'installation » indépendamment des conséquences possibles d'un accident grave. En somme la concertation ne serait qu'une espèce de chausse-pied destiné à forcer l'entrée des pieds dans des chaussures un peu étroites !

R. Belbéoch, avril 2004

*M. Gilles Hériard-Dubreuil est le directeur de la S.A Mutadis Consultants. Il a été coordinateur scientifique du projet ETHOS (voir l'article de la CRIIRAD) et est partenaire dans le programme CORE (Coopération pour la réhabilitation) visant à « réhabiliter » les conditions de vie dans les territoires contaminés du Bélarus.

Ce programme CORE pose d'énormes problèmes : que veut dire « réhabiliter » ? Les fondements du Projet ont été critiqués d'une façon percutante par Wladimir Tchertkoff. En effet la priorité n'est pas donnée aux problèmes sanitaires des habitants des zones contaminées. (Un exemple : Médecins du Monde, partenaire de CORE, veut s'occuper d'un groupe de femmes enceintes mais ne veut pas leur donner de pectine, « on » le leur a interdit. Cela a été rapporté à l'assemblée générale de l'association des enfants Tchernobyl-Bélarus par le Pr. Michel Fernex).

Le projet CORE n'est finalement que la tentative définitive « d'insertion sociale » de la catastrophe de Tchernobyl, afin que les habitants oublient que les enfants sont malades, que leurs petits-enfants seront malades, et en plus on essaiera de les convaincre que c'est de leur faute car ils n'auront pas suivi à la lettre les préceptes fournis par les agents de CORE.

Des structures écrans au service du nucléaire

Comment les industriels du nucléaire infiltrent les structures en charge de la radioprotection et s'emparent des financements publics

Extrait du Bulletin de la CRIIRAD, Trait d'Union, n°22, 1er semestre 2002 (p. 15 à 17)

Nous avons souvent souligné les statuts pro-nucléaires de l'AIEA (au niveau mondial) ou d'EURATOM (au niveau européen). Ces deux organismes sont chargés d'établir les normes de radioprotection alors qu'ils ont pour mission principale de développer le nucléaire civil partout dans le monde. Ce conflit d'intérêt a pour conséquence de subordonner la protection des personnes aux besoins des exploitants : les risques sont minorés, la réglementation est ajustée aux exigences économiques et les entraves qu'elle instaure doivent rester "raisonnables". L'industrie nucléaire a ainsi été quasiment dispensée de l'obligation de s'assurer contre les risques qu'elle génère.

Cependant, la main mise du lobby nucléaire ne se limite pas à quelques grands organismes internationaux. Ses interventions se déclinent dans une multitude de structures de statuts très variés qui constituent un sorte de grand réseau mondial. **Ces entités écrans permettent au lobby d'intervenir de façon masquée dans le champ de la radioprotection.** Elles intègrent généralement des personnalités ou des organismes scientifiques "au dessus de tout soupçon" qui, sciemment ou à leur insu, leur confèrent la crédibilité qui leur fait défaut. Entourés de bons communicateurs, le lobby nucléaire sait choisir des sigles suggestifs et des concepts porteurs : protection de la planète, développement durable, citoyenneté, droit à l'énergie, éthique...

C'est ce schéma type que nous avons retrouvé quand nous avons enquêté sur les promoteurs du projet ETHOS.

- SUR PROPOSITION DES SCIENTIFIQUES FRANÇAIS !

En janvier 2001, le professeur Nesterenko apprend que le Comité national du Bélarus en charge de la gestion des conséquences de Tchernobyl (comité dit "Com.Tchernobyl") a l'intention de retirer à son institut Belrad la gestion des centres locaux de contrôle radiologique qu'il avait mis en place, 10 ans plus tôt, dans plusieurs villages du district de Stolne (région de Brest). Il introduit aussitôt un recours auprès du président de COM.TCHERNOBYL, Vladimir Tsalko. :

« (...) Les données reçues montrent que la contamination des produits alimentaires dans les territoires de la région de Brest, victimes de la catastrophe de Tchernobyl, est assez grave et tend à empirer ces deux dernières années. Ainsi, l'exclusion des centres locaux de contrôle d'Olmany, Gorodnaia et Berezhnoï de la liste des centres dirigés par l'Institut Belrad interrompra la continuité de l'information sur la contamination des produits alimentaires (...), exclura la possibilité de la comparer d'une année à l'autre et par trimestre, pour observer les tendances correspondantes, et rendra plus difficile l'élaboration de recommandations d'ensemble pour les mesures de radioprotection.

De plus, Olmany, Gorodnaia, Berezhnoï sont des villages importants, avec une population de 1.500 à 2.500 habitants chacun, et la perte par l'Institut de radioprotection Belrad de l'information sur la contamination des produits alimentaires dans ces villages exclura la possibilité d'organiser des examens ciblés de leurs habitants au moyen d'anthropogammamètres, en fonction du degré de contamination des produits alimentaires consommés par les différentes familles. [...] »

La réponse de COM.TCHERNOBYL, signée de son vice-Président, V.E.Chevtchiouk, fut sans appel : **BELRAD est privé de 5 centres qui sont transférés à un institut beaucoup moins dérangeant. Le courrier précisait par ailleurs que la décision avait été prise conformément à la proposition des scientifiques français et dans le cadre du projet européen Ethos-2 !**

Interpellé par le réalisateur Wladimir Tchertkoff, l'un des membres d'ETHOS, Jacques Lochar, se déclarait très surpris, évoquait un malentendu, proposait une rencontre... mais rien n'en sortira de positif pour BELRAD. Mois après mois, au gré des interventions des amis de Nesterenko, en particulier du professeur Fernex, les promesses vont succéder aux promesses... sans jamais se concrétiser.

Nous ignorons si Belrad a été chassé à l'initiative de l'équipe d'ETHOS ou si le comité Tchernobyl a profité de la venue d'ETHOS pour se débarrasser du trop dérangeant Nesterenko. **Ce qui est sûr, c'est que l'éviction de Belrad de villages où il travaillait depuis 10 ans n'a pas posé de problème moral insurmontable aux responsables d'ETHOS.** Le projet s'est poursuivi sans l'institut indépendant... comme si de rien n'était. Dans ce contexte, il nous a paru important de savoir ce qui se cachait derrière le beau nom d'Ethos.

- ETHOS, ENQUETE SUR UN PROJET EN PLEINE EXPANSION
Le projet ETHOS a débuté en 1996 avec l'objectif louable d'améliorer la qualité de vie des habitants des zones contaminées et de développer la culture radiologique des villageois.

La première phase, entièrement financée par la Commission Européenne, s'est déroulée de 1996 à 1998 dans **le village d'Olmany,** situé à 200 km environ de Tchernobyl. D'après les responsables, l'intervention a permis « *des améliorations très significatives des conditions de vie, notamment sur le plan de la protection radiologique et de la qualité des productions agricoles privées* ».

Dès lors, un nouveau projet, plus ambitieux, a été préparé : ETHOS 2. Le champ d'intervention n'est plus limité au village d'Olmany, mais s'étend à **tout le district de Stolyn,** soit 5 villages et 90 000 habitants. La Commission Européenne continue de financer même si des fonds proviennent également du Ministère Suisse des Affaires Étrangères, de l'association Sol et Civilisation, d'EDF, de la COGEMA et de l'IPSN-CEA.

Commencé en 2000, le projet s'achève en novembre 2001, avec l'organisation d'un Séminaire International qui se tient à Stolyn en présence des autorités nationales biélorusses et de nombreuses organisations internationales, gouvernementales et non gouvernementales. Les 150 participants concluent à la nécessité de monter « *de nouveaux projets visant à favoriser le développement économique durable et la réhabilitation radiologique des territoires contaminés et tenant compte de l'expérience du Projet ETHOS* ».

L'objectif est atteint avec le lancement du projet CORE, qui doit couvrir non plus 1 mais 4 districts des zones contaminées et auquel l'équipe d'ETHOS est très étroitement associée. **Ainsi, à partir d'une intervention ponctuelle à Olmany, l'équipe d'Ethos se retrouve au cœur des recherches et des**

interventions dans le pays le plus touché par Tchernobyl.

Qui sont donc les membres de cette équipe surdouée ? Le projet ETHOS implique quatre organismes aux champs de compétences bien tranchés :

- le Centre d'étude sur l'Évaluation de la Protection dans le domaine Nucléaire (CEPN) qui s'occupe de toutes les questions de contrôle radiologique, de radioprotection et d'économie,
- l'Institut National d'Agronomie de Paris-Grignon (INAPG) qui intervient sur les questions d'agronomie et de gestion patrimoniale ;
- l'Université de Technologie de Compiègne (UTC) qui est chargée du secteur " communication et sécurité "
- le groupe Mutadis (gestion sociale du risque) qui assure la coordination scientifique.

De ces trois organismes, un seul est compétent en matière de contrôle radiologique : le CEPN. Selon les propres déclarations de membres d'Ethos, c'est à lui qu'incombait toutes les questions de radioprotection. Le secteur clé est donc aux mains du CEPN. Pour bien comprendre les enjeux du projet, il faut donc aller chercher à nouveau ce qui se cache derrière ce sigle.

- LE CEPN, ÉTRANGE ASSOCIATION À BUT NON LUCRATIF

Le Centre d'étude sur l'Évaluation de la Protection dans le domaine Nucléaire est une association loi 1901 qui a la particularité d'avoir été créée, en 1976, par Électricité de France (EDF) et le Commissariat à l'Énergie Atomique (CEA). L'association est passée de 2 à 3 membres avec l'arrivée de la Compagnie Générale des Matières Nucléaires (Cogéma) : **les trois seuls adhérents de cette association sont donc les 3 plus gros acteurs du nucléaire français :**

- COGEMA (groupe AREVA) qui régent en France tout le " cycle " du combustible nucléaire : de l'extraction de l'uranium au retraitement des combustibles irradiés, en passant par la fabrication des combustibles, directement ou par l'intermédiaire de diverses filiales et participations.
- EDF qui exploite, sur le territoire français, 58 réacteurs électronucléaires ;
- CEA-IPSN, un établissement public chargé de développer les applications civiles et militaires du nucléaire. Lorsque l'IPSN a quitté le CEA, les adhérents du CEPN sont passés de 3 à 4.

L'objectif affiché du CEPN est de « promouvoir la protection des travailleurs et du public contre les effets pathologiques des rayonnements ionisants ».

Que l'on ne s'y méprenne pas : il ne s'agit pas de philanthropie. **L'intérêt des industriels est évidemment d'occuper le terrain :** mieux vaut produire des études minorant les risques plutôt que laisser le champ libre à des chercheurs qui auraient moins à cœur le développement du nucléaire. Cette stratégie n'est d'ailleurs pas spécifique à ce

secteur d'activité : tous les pollueurs font la même chose. Combien d'études financées par l'industrie du tabac ou par les firmes type Monsanto ? **Contrôler la recherche est l'élément clé pour assurer le développement d'un produit ou d'une industrie à risque.**

L'intrusion des exploitants dans le champ de la radioprotection est par conséquent logique. Là où la situation devient choquante, c'est lorsque cette stratégie bénéficie de financements publics !

- MAIN BASSE SUR L'ARGENT ET LA LÉGITIMITÉ

En effet, lorsqu'on examine le financement du CEPN, on constate que 30 % seulement des fonds proviennent des cotisations des membres (EDF, CEA, Cogéma et IRSN), le reste provenant de contrats passés avec l'industrie nucléaire mais aussi (ce qui pose problème) avec les organismes de contrôle français *, la Commission européenne ou l'ONU !

C'est exactement comme si on confiait à des structures mises en place par les industriels de l'amiante, la responsabilité d'étudier les conditions d'exposition et l'état de santé des personnes qui ont été victimes de ce produit !

Au lieu d'être affecté à des équipes de scientifiques indépendants, l'argent public est ainsi canalisé, une fois encore, vers le lobby nucléaire.

En finançant des projets portés par le CEPN, la commission européenne n'apporte pas seulement de l'argent au lobby nucléaire français, elle lui apporte aussi une légitimité : elle considère qu'il est normal de charger EDF, la Cogéma ou le CEA d'étudier la situation des victimes de Tchernobyl, d'évaluer les risques qu'elles encourrent et les dispositifs de radioprotection qu'elles nécessitent.

Le conflit d'intérêt est

pourtant évident. Les résultats seront nécessairement altérés au bénéfice des industriels et au détriment de la protection des populations. Les auteurs de ces études ne mettront pas en avant les éléments susceptibles d'entraver le développement de l'industrie qui les fait vivre.

Alors que ces organismes luttent pied à pied, au niveau international, pour que les nouvelles normes de radioprotection soient le moins contraignantes pour leur industrie qui croira qu'ils vont piloter, au Bélarus, des recherches susceptibles d'annihiler tous leurs efforts ? Il est évident que ces études finiront par prouver que l'on peut vivre, et même bien vivre, avec la contamination. **Elles ont déjà fait adopter, pour les zones contaminées, la notion ambiguë de "développement économique durable".**

Les promoteurs du nucléaire sont cependant prudents et se soucient de donner des gages de leur sincérité : pas question de se discréditer en criant haut et fort que la radioactivité est inoffensive. Il faut savoir perdre quelques pions

IRSN-CEPN. UNE CARACTÉRISTIQUE TRÈS FRANÇAISE : LA COLLUSION ENTRE LES INDUSTRIELS ET CEUX QUI SONT CENSÉS LES CONTRÔLER.

En participant au CEPN, l'institut officiel d'expertise (IPSN devenu IRSN) met tout son crédit au service d'EDF, du CEA et de Cogéma, les aidant ainsi à intervenir dans le champ de la radioprotection et à obtenir des contrats qui, sans cela, pourraient leur échapper. Sans compter que certains des marchés sont précisément passés entre le CEPN et les organismes de contrôle : c'est ce qui s'appelle faire travailler la famille. On n'est jamais mieux servi que par soi-même !

Conseil d'Administration du CEPN Président : Daniel Quéniart (IPSN-CEA) aujourd'hui directeur de l'IRSN, Vice-Président : Bernard Tinturier (EDF), Secrétaire : Jean-Pierre Laurent (COGEMA) et Trésorier : Yves Garcier (EDF). Autres administrateurs : M. Lavérie (EDF), M. Pouilloux (COGEMA), Mme Sugier (IRSN), M. Thezee (EDF). Le CEPN est dirigé par Jacques Lochard, la structure salariée est composée essentiellement « d'économistes, d'ingénieurs et de physiciens ».

Conseil scientifique (2000 - 2003) présidé par Serge Prêtre, il comprend 2 représentants d'EDF, 2 de la Cogéma, 2 de l'IRSN, 1 de Framatome, 1 du ministère de la Santé, 1 de l'assistance publique, 1 de l'Institut national de veille sanitaire et 2 représentants de la commission européenne (H. Forström, de la DG-Recherche et A. Janssens, de la DG- Environnement).

pour gagner la partie : avant d'apporter, à terme, « la preuve » que les villageois peuvent s'accommoder de la pollution, les recherches initiées par le CEPN doivent d'abord démontrer son attachement à la protection sanitaire des personnes.

Il faut donc rester vigilant et informé.

Grâce aux mesures de son institut, le professeur Nesterenko a démontré que les conclusions optimistes de l'équipe d'ETHOS sur la baisse du niveau de contamination de certains aliments ne se vérifiaient plus sur le terrain : les mesures effectuées en janvier 2001 sur 31 échantillons de lait provenant du secteur d'Olmany ont révélé que 22 échantillons dépassaient très largement la limite maximale admissible de 100 becquerels par litre (un niveau que les médecins considèrent déjà comme excessif pour un enfant, en particulier lorsqu'il persiste des années). Le professeur Michel Fernex, qui a étudié de près le travail d'ETHOS, souligne pour sa part qu'un aspect essentiel a été éludé par les chercheurs : la situation sanitaire des populations. C'est ce qu'il appelle « **le mensonge-clés** ».

Ces critiques ont été rendues publiques et l'opinion a été alertée. C'est ce que le lobby veut à tout prix éviter : pour que sa stratégie fonctionne, la vitrine doit être préservée : officiellement, ce n'est pas lui qui intervient mais des personnes dévouées aux victimes de Tchernobyl (et certaines le sont en effet, en particulier parmi les partenaires extérieurs au CEPN).

Au cours de ces derniers mois, au Bélarus, la stratégie a changé et des responsables d'Ethos ont soutenu les positions défendues par le professeur Nesterenko. Informés de ces derniers développements, nous avons cependant décidé de maintenir la publication de cet article. D'abord parce que le moins que l'on puisse dire c'est que ce revirement n'a rien de spontané ; ensuite, et surtout, parce que quels que soient les gages que pourra apporter le CEPN, son intervention reste illégitime. La protection sanitaire des personnes ne doit pas être confiée aux industriels, que ce soit en France, en Bélarus, ou n'importe où dans le monde.

* la DSIN devenue la DGSNR et l'IPSN devenu l'IRSN

COMMISSION DE RECHERCHE ET D'INFORMATION INDÉPENDANTES SUR LA RADIOACTIVITÉ (CRIIRAD)

1986 : Alors que les services officiels indiquent que la France, en raison de son éloignement, a été totalement épargnée par le nuage radioactif de Tchernobyl, des familles entières consomment, sans le savoir, du lait, du fromage, des légumes frais... gorgés de produits radioactifs.

Bien que minoritaires, quelques scientifiques prennent la parole. Certains journalistes commencent à prendre du recul et confrontent les discours officiels aux informations qui circulent à l'étranger. Dans la Drôme, un groupe de simples citoyens - qui va donner naissance à la CRIIRAD - décide de vérifier le niveau de contamination de l'environnement avec l'aide du Professeur Robert Béraud de l'institut de Physique Nucléaire de Lyon et membre du GSIEN. Le résultat des premiers contrôles étonne tout le monde : tous les échantillons sont contaminés et le cocktail des produits radioactifs est impressionnant...

C'est en révolte au manque de prise en considération des conséquences de cet accident pour l'environnement et l'être humain que la CRIIRAD s'est constituée. Elle a pour vocation de contrôler et d'informer les populations sur les pollutions radioactives et les risques liés au nucléaire. Sa spécificité est d'être indépendante des exploitants du nucléaire, de l'Etat et de tous partis politiques.

Cette indépendance est possible grâce aux milliers d'adhérents qui soutiennent la CRIIRAD et lui permettent d'effectuer ses propres investigations. Ces ressources restent malgré tout insuffisantes face aux nombreux dossiers à traiter. Il est essentiel que toutes les personnes sensibilisées à la cause que nous défendons se mobilisent et nous rejoignent.

Depuis quelque temps, la CRIIRAD se mobilise aux côtés de l'institut Belrad au Bélarus, car si nous voulons connaître un jour le véritable impact de la catastrophe de Tchernobyl, nous devons disposer de sources d'informations fiables, en particulier dans les pays les plus touchés : l'Ukraine, la Russie et le Bélarus. Il faut que des recherches puissent être conduites par des scientifiques indépendants du lobby nucléaire et capables de résister aux pressions des autorités de leur pays. Au lieu de cela, le lobby nucléaire c'est emparé du sujet. Il le contrôle en évitant la divulgation d'informations contradictoires qui pourraient semer le trouble dans les esprits. Tout cela, pour faire admettre l'idée qu'un accident est tout à fait acceptable pour l'humanité...

CRIIRAD, 471 avenue Victor Hugo 26000 Valence

(adhésion = 40 euros / an)

www.criirad.org

bureaucriirad@freesbee.fr

Faisons grincer les dents

QUI AURA LE PREMIER PRIX D'INCOMPÉTENCE ?

Dans *Le Monde* du 3 mars 2004 on trouve une intervention de Jacques Bouchard, directeur de l'énergie nucléaire au CEA, sous la plume de Jean-François Augereau. Jacques Bouchard aborde le nucléaire sur le plan historique « *Les objectifs du général de Gaulle étaient clairs : maîtriser l'énergie nucléaire* » et J. F. Augereau de compléter « *militaire comme civile. La première a donné la force de dissuasion. La seconde les 58 centrales nucléaires d'EDF, fruits d'un outil industriel et d'une recherche forts* (...) ».

Première remarque : le journaliste scientifique J. F. Augereau fait aussi fort que Roselyne Bachelot ! Nous n'avons pas 58 centrales nucléaires mais 58 réacteurs nucléaires PWR (avec en plus le petit surgénérateur Phénix). Monsieur Augereau ne semble pas savoir que dans une centrale nucléaire il y a plusieurs réacteurs et pourtant il est certainement bien payé pour les quelques articles, tous pronucléaires, qu'il donne au *Monde* depuis des années.

Deuxième remarque : sur les **58 réacteurs nucléaires** « fruits d'un outil industriel et d'une recherche forts », seuls les 4 derniers sont vraiment français, ceux de Chooz et de Civaux. Nos 54 autres réacteurs sont des réalisations sous licence américaine Westinghouse. Le CEA voulait imposer à EDF les réacteurs graphite-gaz qu'il avait développés pour fabriquer les bombes atomiques mais qui étaient moins bons en rendement que les PWR américains, des réacteurs à eau légère.

Quand, en 1974, EDF a voulu se nucléariser à outrance elle a choisi Westinghouse et envoyé paître le CEA. Cela a fait des remous. Travailleurs CEA en grève et manifestations pour défendre les graphite-gaz français contre Westinghouse. Les habitants de Palaiseau ont pu entendre « Du graphite et du gaz pour tout le monde » scandés par les manifestants. C'était dans les années 70 et c'était prémonitoire : ce mot d'ordre s'est matérialisé en 1986 avec Tchernobyl...

TCHERNOBYL, 18 ANS DÉJÀ

La contamination est toujours là...

RENFORCER L'AIDE AUX VILLAGES « EXCLUS »

Ce sont les villages où depuis août 2002 il n'y a plus d'aide sanitaire spéciale. Pour les enfants cela signifie ne plus avoir de repas « propres » et gratuits dans les écoles, de vitamines et compléments nutritionnels. Ne plus avoir droit aux séjours en sanatorium d'un mois par an et à la visite médicale annuelle approfondie etc. (Voir la *Lettre 96/97*, janvier-avril 2003)

Toutes les politiques actuelles de « réhabilitation » des territoires contaminés visent en fait à « effacer » Tchernobyl et à nier ses conséquences sanitaires, qu'il s'agisse du Forum international Tchernobyl ou du programme CORE.

Ceux qui étaient enfants en 1986 sont désormais devenus des parents. Or la santé des enfants du Bélarus est mauvaise dans les zones contaminées qui auraient dû être évacuées dès 1986. Les travaux du Pr Bandajevsky ont montré l'influence directe de la contamination chro-

nique des enfants par le césium 137 sur tous les systèmes vitaux de l'organisme. Ainsi les anomalies cardiaques, les opacifications du cristallin etc. augmentent proportionnellement à la charge corporelle en Cs137, mesurée en becquerels par kilo de poids de l'enfant.

Selon le Pr Nestérenko, directeur de l'institut indépendant BELRAD, une protection radiologique doit intervenir dès que la charge dépasse 20 Bq/kg. Une réversibilité des anomalies cardiaques est observée (quand la charge initiale n'est pas trop élevée) si on donne aux enfants un complément de pectine, c'est un entéro-sorbant à base de pomme faisant baisser la charge en césium qui est évacué par les voies naturelles.

Il faut que l'institut BELRAD ait les moyens financiers de mesurer la charge corporelle des enfants et de donner la pectine.

Dons à l'association "Enfants de Tchernobyl-Bélarus",
20 rue Principale, 68480 Biederthal
(préciser « Appel des villages exclus »). Pour l'adhésion à l'association : 15 euros/an.

LA SANTÉ DES ENFANTS DU BÉLARUS ET NOUS

Il faut bien comprendre que la détérioration de la santé des enfants provient du fait qu'ils sont contaminés d'une façon chronique par la nourriture (en particulier le lait). On voit bien sur les enregistrements de Nestérenko que l'intensité de la raie d'émission caractéristique du césium 137, qui traduit la contamination du corps de l'enfant examiné, augmente en été et à l'automne avec la consommation des baies sauvages, mais aussi avec celle des champignons et des produits de la pêche et de la chasse. L'intensité de la raie, et donc de la contamination du corps, diminue après une cure de pectine ou un séjour en sanatorium où la nourriture est « propre ».

D'après le consensus des experts internationaux sur les effets du rayonnement, les doses d'irradiation impliquées dans la contamination des enfants sont trop faibles pour avoir un effet nocif. Or les faits sont là, les enfants ne vont pas bien et plus la charge en Cs137, par kilo de poids de l'enfant, augmente plus ça va mal : les « experts » ne veulent pas en entendre parler et c'est bien pourquoi Youri Bandajevsky est maintenu en prison.

Quand le gouvernement biélorusse exclut des villages de la liste de ceux ayant droit à des compensations, notamment au bénéfice des enfants, il le fait pour des doses annuelles qu'il décrète être inférieures à 0,1 millisievert (les habitants veulent que Nestérenko mesure réellement la charge corporelle à l'aide de ses fauteuils spéciaux qui sont des anthropogammamètres).

Mais ce seuil de 0,1 mSv/an est inacceptable pour nos autorités de radioprotection, ils le jugent beaucoup trop bas !

Les normes internationales de radioprotection sont fondées

sur les effets sur l'organisme du rayonnement externe. Aucune étude expérimentale n'a été effectuée sur des populations numériquement importantes contaminées d'une façon interne via la nourriture contaminée. Donc aucun argument scientifique fondé expérimentalement ne peut être avancé pour contester les observations de Youri Bandajevsky et des médecins et personnels médicaux qui exercent en zone contaminée.

Ces observations sur le terrain remettent en cause les principes mêmes de la radioprotection internationale ce qui explique clairement les raisons de l'acharnement contre Youri Bandajevsky.

Ce qui se passe au Bélarus intéresse le futur de nos enfants, futur peut-être proche, avec la folie de nos réacteurs nucléaires. Il est important de connaître les limites de dose qui seraient appliquées en France en cas d'accident. Les limites qui ont été publiées concernent la phase d'urgence (*Lettre n°99/100, août-déc. 2003*). Il est fondamental de connaître quelles seraient les limites de dose admissible qui seraient appliquées pour le moyen terme et le long terme, car elles conditionnent si oui ou non des habitants seraient évacués de façon permanente. La situation aujourd'hui au Bélarus correspond au long terme. Or la limite envisagée par toutes les instances internationales l'AIEA, CIPR, OMS etc. est de 1 sievert de dose-vie (voir davantage) ce qui correspond à plus de 10 mSv/an, un facteur 100 par rapport à 0,1 mSv ! On comprend que nos experts occidentaux ne veulent pas entendre parler des effets nocifs des faibles doses par contamination chronique...

B. B.

Voir et faire voir Controverses nucléaires ,

film de Wladimir Tchertkoff,
6945, Origlio, Suisse

YOURI BANDAJEVSKY EST TOUJOURS EN PRISON

60ème Commission des droits de l'homme à Genève, intervention orale d'une représentante de France-Libertés.

Cette représentante a pu lire un texte élaboré par France Libertés et le Comité Bandajevsky.

Communiqué de presse du 20 avril 2004 (Genève) : « Mme Laure Geissbuehler (France Libertés- Fondation Danielle Mitterrand) a porté sur le cas du professeur Iouri Bandajevsky à l'attention de la Commission. Ce scientifique originaire de Biélorussie s'est penché sur les effets dramatiques pour la santé des retombées radioactives de l'explosion de la centrale de Tchernobyl, dans l'Ukraine voisine. Il a publié ses études au moment où beaucoup avaient intérêt

à minimiser les effets de la catastrophe, les autorités biélorusses voulant réhabiliter les terres contaminées avec la complicité du lobby nucléaire, a dénoncé la représentante. M. Bandajevsky a été arrêté en 1999 dans le cadre d'un arrêt antiterroriste et accusé, sans preuves, de corruption. Après un procès dénoncé par l'OSCE pour ses nombreuses irrégularités, il est aujourd'hui détenu dans des conditions difficiles, a souligné la représentante. Aussi, a-t-elle demandé sa libération immédiate ».

Action proposée

Les espoirs d'amnistie se sont évanouis et la loi biélorusse ne lui est pas appliquée car si elle était appliquée il serait déjà en « relégation » (le relégué est astreint à un travail sous surveillance hors de la prison, dans une localité qu'en principe il peut choisir).

Lettres à envoyer à Stop Nogent qui transmettra : Un même texte envoyé à 2 personnages importants, le directeur de la prison BARINKOV, le directeur du Comité d'exécution des peines.KOVCHUR

Bien sûr vous pouvez soit en faire des pétitions, soit faire des lettres individuelles (dans ce cas remplacer dans la lettre « nous » par « je »)

M. Youri Alexandrovitch BARINKOV
Directeur U.Z.H. 15-1
Ul. Kavarijskaya, 36
220600 Minsk
République du Bélarus

M. Vladimir Alexandrovitch KOVCHUR
KIN Komitet Ispolnenia Nakasaniy
1 rue Oranskogo,
220 006 Minsk
République du Bélarus

Monsieur le Directeur,

En présence des ambassadeurs de France et d'Allemagne qui lui ont rendu visite à la colonie le 9 avril 2003, ainsi que lors de la visite du responsable de la délégation de l'OSCE, il a été déclaré, sur la base des articles 90 et 91 du Code de droit commun de la République du Bélarus, qu'après écoulement de la moitié du temps de peine assigné par la Cour, la peine de Youri Bandajevsky serait remplacée par une punition moins lourde. Or le professeur Bandajevsky est détenu en prison depuis plus de trois ans. Dans cet intervalle de temps il s'est vu appliquer par deux fois la loi sur l'amnistie et sa peine a été réduite de deux ans. Ainsi le Code de droit commun lui est applicable dès maintenant.

Nous vous saurions infiniment gré d'appliquer à Youri Bandajevsky le **droit à la relégation** prévu par la loi en mettant fin à sa détention en prison le plus tôt possible.

Le sort de ce scientifique préoccupe le monde entier, car les travaux du Pr. Bandajevsky sont utiles non seulement aux habitants de votre pays mais aussi du nôtre et ce n'est pas un hasard si Youri Bandajevsky a été nommé Citoyen d'honneur de 15 villes françaises dont Paris. Ces travaux intéressent tous les habitants de la planète car nul n'est à l'abri d'un autre désastre nucléaire.

Le droit à la relégation conforme à l'application de la loi est attendu en particulier par tous ceux que préoccupent les problèmes de protection de la santé des populations liés aux radiations.

En vous remerciant à l'avance veuillez croire, Monsieur le Président, à nos sentiments distingués.

Nom, adresse, signature.

Faisons grincer les dents

Dans *Le Monde* du 22/23 février 2004 on trouve une analyse concernant la représentation des Verts au Parlement européen.

Aux dernières élections européennes les Verts français obtenaient 9,72% des suffrages. Le Danemark, glorifié pour le développement de ses éoliennes et de sa non nucléarisation est coté à 0%.

L'Allemagne, dont on vante le développement éolien et sa décision de sortie en 2030 est à 6,4%.

Curieuse coïncidence !

En somme il semble qu'il y ait une corrélation entre la représentation électorale des Verts et le développement du nucléaire...

Autre remarque, la Finlande est le pays où les Verts font le maximum aux élections européennes avec 13,4%. C'est le pays européen qui vient de décider une recharge de son parc nucléaire en commandant à la France un EPR.

Curieuse coïncidence ! N'est-ce qu'une coïncidence fortuite comme on dit dans le langage statistique ?

TCHERNOBYL ET LA GRAVITÉ DE LA SITUATION CONCERNANT LA DÉMOCRATIE EN FRANCE

Il y a en ce moment une orchestration avec montée en force pour blanchir définitivement le Professeur Pellerin pour sa "gestion" post-Tchernobyl en 1986 et ce qui se passe est très grave pour la liberté d'expression et la démocratie. On a l'impression d'un tournant et les protestations ne sont pas à la hauteur des enjeux.

D'après le Pr. Galle (1) P. Pellerin, directeur du SCPRI (service central de protection contre les rayonnements ionisants), a donné toutes les informations en temps réel sur la contamination en France dès qu'a été connue le 28 avril 1986 l'explosion du réacteur de Tchernobyl et il n'y avait aucune raison en France de prendre quelque contre-mesure que ce soit, ce qui blanchit du même coup toutes les autorités officielles françaises.

De son côté le Pr. Aurengo (2) renforce ses attaques contre l'IRSN (Institut de radioprotection et sûreté nucléaire) pour sa carte de contamination de la France publiée l'an dernier et devenue cohérente avec celle publiée par la CRIIRAD. Toutes deux sont très différentes de celles publiées en 1986 par le SCPRI du Pr. Pellerin. Crime de lèse-majesté ! Rappelons que cette nouvelle carte IRSN a été révélée l'an dernier lors d'une conférence de presse de l'IRSN et qu'André-Claude Lacoste, le directeur de la DGSNR (direction générale de la sûreté nucléaire et de la radioprotection), aurait souhaité empêcher la tenue de la conférence. On l'a appris par un article du *Figaro* du 10 juin 2003 titrant « Nucléaire : la transparence muselée ». L'article de Fabrice Nodé-Langlois et Yves Miserey faisait état de pressions et censures exercées sur les scientifiques partisans de la transparence au sein de l'IRSN, pas seulement dans le domaine de la radioprotection mais également dans celui de la sécurité des réacteurs (3).

C'est dans ce contexte qu'on apprend que, pour la première fois depuis 18 ans, l'IRSN ne fournira pas de dossier Tchernobyl. Il y a tout lieu de supposer que le Pr Aurengo, le Pr Galle et leurs amis supporters de P. Pellerin pèsent plus lourd que les scientifiques désireux de transparence de l'IRSN et qu'André-Claude Lacoste a sacrifié les tenants de la transparence.

Pourquoi il est "nécessaire" de blanchir le Pr. Pellerin

- Il y a, bien évidemment, le procès en cours des malades de la thyroïde et de la CRIIRAD. Reconnaître la carte de l'IRSN c'est reconnaître la validité de celle de la CRIIRAD et de ses actions face aux carences de l'état français.

- Mais il y a un autre point et sur lequel on fait silence : le laboratoire du SCPRI était le centre international de référence de l'OMS et c'est en tant que responsables de l'OMS que Pellerin, en même temps que l'argentin Beninson et le canadien Waight, ont été envoyés en **juin 1989** en Ukraine et en Biélorussie pour soutenir les autorités de radioprotection soviétiques et contrer les scientifiques ukrainiens et biélorusses qui réclamaient une meilleure radioprotection de la population ce qui aurait impliqué un programme d'évacuation à effectuer dès fin 89 et les années suivantes bien plus important que celui prévu par les autorités soviétiques. Ainsi lorsque Pellerin est attaqué pour sa « gestion » en France en 1986 on attaque en même temps l'expert de l'OMS, ces experts qui sont intervenus à Minsk et à Kiev

en dénigrant les scientifiques biélorusses et ukrainiens, en soutenant les décisions des experts de Moscou, en disant que si on leur avait demandé leur avis ils auraient préconisé des normes 2 à 3 fois plus élevées.

Rappelons qu'à l'automne 1988 les responsables soviétiques introduisent le concept de dose-vie, dose qui serait engagée par un individu vivant 70 ans dans un endroit contaminé. Cette dose-vie ne devait pas dépasser 35 rem soit 350 millisievert (5 mSv par an). Il était tenu compte des doses reçues auparavant. Si dans une zone la dose-vie était inférieure à 35 rem, la vie redevenait normale (on arrêta l'arrivage de nourriture « propre »). Si elle était supérieure à 35 rem les habitants devaient être évacués (« relogés » en zone « propre »). Ce concept devait devenir une loi au 1^{er} janvier 1990, ce qui n'a pas eu lieu.

Préconiser **3 fois 350 mSv** sur 70 ans soit 15 mSv/an (en contradiction flagrante avec la législation française de l'époque et la limite admissible de 0,5 mSv/an) cela représente une dose-vie de 1 Sievert. C'est précisément ce que recommandent désormais les experts internationaux en radioprotection, voire davantage selon la situation, pour le prochain accident nucléaire !

En appliquant les mesures préconisées par les scientifiques ukrainiens et biélorusses (1mSv/an) les évacuations tardives auraient concerné 1 million de personnes dont des habitants de villes importantes (4).

Défendre Pellerin et sa gestion post-Tchernobyl en France en 1986 c'est aussi crédibiliser son action 3 ans plus tard en Ukraine et en Biélorussie et effacer sa responsabilité dans la dégradation sanitaire de la population des zones contaminées en ex-URSS et celle de tous ceux qui ont empêché les évacuations tardives des années 90.

B. Belbéoch

1- P.Galle *et al.*, « Données météorologiques et évaluation des risques en France lors de l'accident de Tchernobyl (26 avril 1986). Mise au point historique ». *C. R. Biologies* 326 (2003).

<http://www.sciencedirect.com>

Rappelons que le même Pr. Galle avait insisté pour que le GSIEN fasse une intervention lors du colloque de Créteil organisé par la Société française de radioprotection et la société de biophysique le 15 mai 1987 (*Gazette Nucléaire* 78/79 juin 1987). Il a été demandée publiquement, au nom du GSIEN, la démission du Professeur Pellerin pour incompétence et qu'une commission d'enquête établisse les responsabilités à tous les niveaux. Voir aussi *Gazette Nucléaire* 207/208 juillet 2003

2- André Aurengo Calculs et modèles à l'épreuve des faits. L'exemple de Tchernobyl.

www.industrie.gouv.fr/energie/nucleaire/se_nuc_a3.htm

3- « Les retombées sur la liberté d'expression des scientifiques, de la publication de la carte de contamination de la France en 1986 », *Lettre d'information du Comité Stop Nogent-sur-Seine* n°98, mai-juillet 2003

4- *Gazette Nucléaire* 100, mars 1990 « Gestion post-Tchernobyl en URSS » (De nouvelles évacuations s'imposent), *Gazette Nucléaire* 109/110 juin 1991.

ÉNERGIE NUCLÉAIRE ET TERRORISME

Choisir un arrêt à long terme du nucléaire, c'est exiger une société militaire

Pendant longtemps le nucléaire militaire a concerné l'usage par la France de bombes en cas de danger de la part d'un pays étranger : « la force dissuasive ». Avec le terrorisme, le nucléaire civil intervient dans le militaire en tant que cible. Cependant, le terrorisme nucléaire tel qu'il est évoqué dans les médias et par les officiels est assez simpliste. Pour attaquer un centre nucléaire (réacteurs, La Hague) la seule éventualité envisagée est le scénario du 11 septembre à New York, le détournement d'un avion de transport civil se crashant sur l'objectif. Bien sûr ce scénario est spectaculaire et les médias ont passé en boucle l'explosion des tours américaines. Est-ce le seul scénario terroriste possible ?

Le danger sur nos installations nucléaires est beaucoup plus important car il n'implique pas forcément une organisation compliquée (du type de celle qu'on imagine inaugurée par le groupe AZF ?).

Tout d'abord il ne faut pas réduire les installations nucléaires aux seules centrales nucléaires et à l'usine de retraitement de la Hague. Il y a en France un grand nombre de sites beaucoup moins bien surveillés que les sites de réacteurs comme les irradiateurs d'aliments (situés près des villes), les usines de traitement de produits radioactifs (fabrication des combustibles). D'autre part envisager que la seule façon de détruire en catastrophe un site nucléaire (réacteurs, la Hague, Comurhex, Eurodif etc.) consiste à utiliser des avions détournés est plutôt simpliste. Ces installations sont très « fragiles », elles nécessitent l'utilisation d'une main d'œuvre importante avec beaucoup d'intérimaires dépendant d'un grand nombre de sociétés sous-traitantes.

Il y a bien des années les autorités de sûreté nucléaire définissaient ce qu'elles appelaient des événements en « mode commun ». Si plusieurs événements ont des origines indépendantes il est très peu probable qu'ils se produisent. Mais s'il y a en extérieur une origine commune alors ils sont possibles. Le terrorisme n'a pas besoin d'une énorme brigade pour mettre en danger un site nucléaire. Quelques individus compétents peuvent suffire. Ils peuvent sans difficultés s'introduire dans les équipes d'intérimaires qui assurent la

quasi totalité de l'entretien des installations nucléaires et même un contrôle ultra policier de surveillance des sites ne permettrait pas de détecter ce genre d'infiltration. De plus le contrôle par les vigiles est assez minable et ce ne sont pas les écolos plus ou moins libertaires qui vont réclamer un renforcement de ce contrôle policier, voire, militaire.

Ne pas exiger la mise à l'arrêt des réacteurs nucléaires sous prétexte que cela porterait atteinte à l'avenir des éoliennes et du solaire et ne pas exiger une société militaire est totalement incohérent.

La société nucléaire sous quelque forme qu'on l'envisage ne peut être et doit être une société policière/militaire.

Il y a un autre point qui semble préoccuper les officiels mais pas beaucoup les écolos/antinuc, c'est le problème des « bombes sales », c'est à dire des bombes classiques entourées d'un bon paquet de produits radioactifs. Où trouver ces produits radioactifs « sales » ? Aucun problème, l'ANDRA (Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs), publie chaque année un « inventaire national des déchets radioactifs ». Tous les dépôts sont localisés (situation, nature et quantité des déchets stockés) avec beaucoup de précision. Cet inventaire comporte environ 600 pages et l'ANDRA en a même fait la publicité dans la presse « tous les déchets radioactifs sont dans du papier ». Un terroriste peut consulter cet inventaire et faire son marché ! Il serait urgent que l'ANDRA déménage tous ces sites de déchets radioactifs dans des lieux maintenus secrets et cesse cette transparence qui risque d'être particulièrement désastreuse. La transparence nucléaire est un concept stupide. Elle signale les points faibles que des terroristes pourraient utiliser.

Encore une fois ne pas exiger l'arrêt immédiat de l'énergie nucléaire par l'utilisation maximale des centrales thermiques charbon/fioul existantes tout en refusant la militarisation de notre société est complètement irrationnel. Il serait urgent que les écolos/antinuc précisent clairement leur choix de société.

R. B. mars 2004

Faisons grincer les dents

POUR UNE VISION OPTIMISTE DES CATASTROPHES.

Comment bien gérer une catastrophe nucléaire ? Gabriel Cohn-Bendit, dans *Libération* du 6 janvier 2000, propose une solution sous le titre « Vacances vertes ».

« Pourquoi ne pas imaginer un service civil, garçons et filles, géré par le ministère de l'environnement, où l'on formerait les jeunes à intervenir dans des situations telles que tremblements de terre, inondations, feux de forêts, **accident nucléaire**... » [souligné par nous].

Les autorités officielles, elles, préfèrent que la responsabilité des interventions après un désastre nucléaire soit confiée aux militaires ! Une autre vision concernant les intervenants après un désastre nucléaire nous est donnée dans *Libération* du 16 janvier 2000 (quelques jours après les suggestions de GCB) par Claude Alphandéry (président du comité national d'insertion) sous le titre « D'un mal faire naître un bien, réparer, prévenir les désastres, c'est aussi créer des emplois pour les exclus ».

Ainsi, il précise : « En étant rapidement présentes sur tous les fronts dévastés, les structures d'insertion tirent également de leur capacité de mobiliser, d'organiser, de qualifier une main d'œuvre qui se situe dans la précarité, dans la fragilité, aux franges de l'emploi ».

Il poursuit : « Les effets favorables de la reprise économique

n'entament que faiblement le chômage structurel et laissent en marge les demandeurs d'emploi les plus démunis... Dans l'un et l'autre cas, celui de la reprise générale et celui d'accidents catastrophiques, il est de plus en plus clair et admis que l'avenir économique ne repose pas seulement sur la haute technologie et l'hyperproductivité mais également sur la prise en charge dans une économie solidaire, et sur l'insertion de ceux que les exigences de compétitivité excluent du marché du travail ».

En somme les catastrophes sont une nécessité pour l'insertion sociale des exclus du travail. Dans ce cadre la catastrophe nucléaire est bien évidemment la plus efficace. Pour limiter les conséquences du désastre des centaines de milliers de liquidateurs (*Libération* les appelle des « réparateurs » !) vont se relayer, ils sont immédiatement nécessaires sur le réacteur en détresse, mais aussi dans les villages, sur les terres contaminées etc. Ils ne font pas de vieux os, ce qui est bénéfique pour l'économie, car ils sont atteints de « vieillissement prématuré », cancers et autres maladies parfois inconnues...

A voir et faire voir : Le sacrifice

film d'Emanuela Andreoli et Wladimir Tchertkoff, 6945 Origlio, Suisse, 004191 9451926 ; fax 004191 9453546

DE BONNES NOUVELLES DE NOGENT-SUR-SEINE !

Nous avons reçu le Rapport annuel d'information de la centrale nucléaire de Nogent-sur-Seine, le « *Nogent en Bref 2003* » qui retrace les principaux résultats et événements de l'année passée. Ce *Bref* est vraiment bref, très court.

Parmi les événements importants de l'année indiqués par EDF on relève qu'à Nogent en 2003 il y a eu « 8 embauches » dont « 5 apprentis ». EDF à Nogent réduit le chômage !

Les habitants de la région peuvent se réjouir, leur sécurité vient d'être notablement améliorée : « *dans le cadre de la mise en œuvre du nouveau Plan Particulier d'Intervention (PPI) les moyens d'alerte de la population ont été renforcés avec la mise en place de deux sirènes situées aux deux extrémités de la centrale* » [souligné par nous].

On ne pourra plus dire que les populations sont maintenues au secret concernant les dangers de cette centrale car ce bulletin « 2003 en bref » de Nogent indique : « *Une plaquette d'information précisant la conduite à tenir en cas d'accident à la centrale de Nogent-sur-Seine a notamment été diffusée* ». La population de Nogent-sur-Seine est donc bien informée : l'accident nucléaire est possible à Nogent, EDF a prévenu !

Le bulletin annonce « *un nouvel outil de formation* » est en cours de construction : « *Le simulateur permettra les entraînements collectifs et individuels à la gestion des incidents d'exploitation, ainsi que la préparation des interventions complexes* ». Finalement ce nouveau simulateur pour entraîner le personnel de la centrale ne concerne que les « incidents d'exploitation » mais pas les accidents majeurs possibles, à moins que ceux-ci n'entrent dans la catégorie des « interventions complexes » ? Si oui, le simulateur ne vise pas à les gérer, il vise seulement à la préparation de leur gestion ? On voit mal ce que cela veut dire.

Le « 2003 en bref » signale des « *partenariats établis avec le milieu associatif* » mais n'indique pas l'identité de ces associations qui collaborent avec la centrale. Dommage !

Au chapitre « *L'information en toute transparence* » ce bulletin de la centrale nucléaire de Nogent précise sa

stratégie : « *près de 110 conférences à destination du public scolaire* », « *à l'invitation des enseignants* ». Agir sur les enfants pour implanter une idéologie est capital. Les états autoritaires l'ont bien compris, les religions aussi. Concernant l'énergie nucléaire on trouve l'importance de cette stratégie d'aliénation des enfants dès 1958 dans une publication (n°151) de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) intitulée « *Questions de santé mentale que pose l'utilisation de l'énergie atomique à des fins pacifiques. Rapport d'un groupe d'études* ». Dans ce groupe d'études figure le « Dr M. Tubiana, directeur du Laboratoire des Isotopes et du Bétatron, Institut Gustave Roussy ». Ce personnage est bien connu pour son adoration de l'énergie nucléaire et sa conviction que les faibles doses de rayonnement ne présentent pas de danger. Parmi les préoccupations de ce groupe d'études, inquiet de ce que les populations pourraient rejeter l'option énergie nucléaire on note : « *en général, il n'est possible d'agir sur l'adulte d'aujourd'hui que d'une façon fragmentaire (...). L'histoire a démontré que l'on peut obtenir beaucoup en agissant sur l'intellect, mais par une modification profonde. C'est seulement avec l'être humain au stade de l'enfance* » [souligné par nous] et en employant des méthodes d'éducation très différentes de celles qui caractérisent la plupart des civilisations [démocratiques ou autoritaires ?], qu'on pourra obtenir une modification à l'échelle de tout un peuple ! ». Et Tubiana et son équipe de l'OMS de préciser : « *Il semble dès à présent que l'on connaisse assez bien le développement de l'homme et sa psychologie pour pouvoir commencer à apprendre aux enfants à vivre en s'accommodant de leur propre insécurité* ».

On voit comment ces individus de l'OMS envisageaient dès 1958 d'utiliser les études psychologiques, sociales ou autres, pour modeler le cerveau des enfants afin qu'ils acceptent sans problème la réalité industrielle qu'on désire leur imposer. La science au service de l'aliénation idéologique !

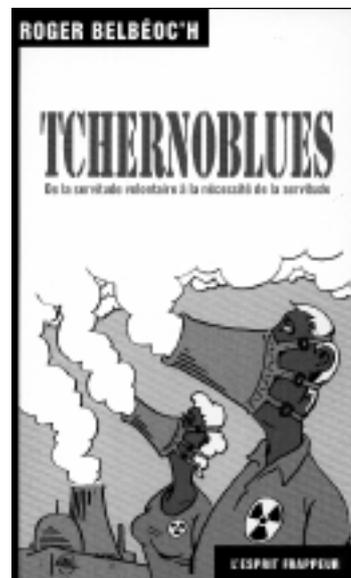
R. B. mai 2004.



Tchernoblues, De la servitude volontaire à la nécessité de la servitude

LE MENSONGE politique n'a rien de nouveau, mais la perspective de catastrophes nucléaires lui a donné une autre dimension. Ce ne sont plus les politiciens qui sont les grands menteurs, d'ailleurs leurs mensonges n'avaient guère d'importance, on en avait l'habitude. Avec le nucléaire, les "citoyens" sont devenus beaucoup plus exigeants et ce sont désormais des experts en tous genres qui ont pris le relais et les assomment de mensonges : médecins, scientifiques, associations, syndicats, etc. Les mensonges des supporters du nucléaire ont dû s'affiner pour devenir plus crédibles au fur et à mesure des demandes de plus en plus poussées des citoyens. La gestion d'une catastrophe nucléaire exige le maintien de l'ordre, (c'est formellement indiqué en introduction des plans de gestion nucléaire). Cette exigence n'est pas seulement celle de tout politicien quelles que soient par ailleurs ses promesses électorales, elle est une nécessité afin de minimiser les effets biologiques de la catastrophe. En cas de désastre nucléaire, le "citoyen" est incapable de gérer son quotidien, il doit s'en remettre aux "experts". Même si ceux-ci n'ont pas d'éléments pour la "meilleure" gestion, c'est mieux que les possibles réactions violentes des "citoyens" car leur violence pourrait leur coûter cher, non pas en terme de répression policière mais en termes sanitaires. Actuellement, le mensonge nucléaire a quelque chose de paradoxal. Sa crédibilité a été hissée à un très haut niveau et pourtant, si les "citoyens" sont de plus en plus exigeants, ce n'est pas pour connaître la vérité mais afin que ces mensonges crédibles leur évitent des problèmes de conscience insolubles. Ceux-ci pourraient évidemment produire des "turbulences sociales" pré-accidentelles difficiles à gérer tant par les gestionnaires sociaux que par

les citoyens. Il y a donc une conjonction assez curieuse entre la nécessité pour les gestionnaires de mentir et la nécessité pour les "citoyens" que ces mensonges soient crédibles. De nombreux experts ont compris ce problème et interviennent auprès des diplomates nucléaires pour confier les mensonges à des gens "compétents", mais cela n'est pas facile. Jusqu'à présent, les mensonges et la dictature des experts étaient acceptés "volontairement" par la mise en balance inconsciente des avantages (pas pour tout le monde) et des inconvénients. Maintenant, cette servitude vis-à-vis des experts est devenue une nécessité pour la meilleure survie des "catastrophés" quels qu'ils soient. On est passé de la servitude volontaire à une nécessité de la servitude. De Roger Belbéoch, chez l'Esprit frappeur éditeur, n° 105, prix 4,57€



"Sortir du nucléaire... c'est possible, avant la catastrophe" (3ème édition)

Les désastres nucléaires ne sont pas réservés aux pays de l'Est sinon pourquoi distribuer de l'iode stable près des centrales nucléaires françaises ? On peut sortir du nucléaire sans attendre la catastrophe et ses conséquences dramatiques par l'arrêt des exportations d'électricité, l'utilisation maximum de l'hydraulique et de nos centrales électriques au fioul et charbon qu'EDF s'apprête à démanteler pour rendre le nucléaire irréversible. Mettre fin au danger nucléaire n'est pas un problème technique mais politique qui dépend de l'exigence de la population vis-à-vis de ses élus. Roger Belbéoch, physicien, a travaillé dans un laboratoire universitaire de recherche. Également physicienne, Bella Belbéoch a travaillé au Commissariat à l'énergie atomique. Chez l'Esprit frappeur, éditeur, n° 20, au prix de 3,05 €

La lettre d'information du Comité Stop Nogent-sur-Seine - Directeur de publication: Claude Boyer - CPPAP n°AS 71349 - Dépôt légal: à parution
Trimestriel - Abonnement : 1 an/4 n°: 8 € - Adhésion : 8€/an - Maquette : Stop Nogent - Imprimerie : Reproco. Copie.
Courrier : Comité Stop Nogent-sur-Seine - 81, rue du Temple - 75003 PARIS
<http://www.multimania.com/stnogent/> - E-mail : stopnogent@wanadoo.fr
Représentant légal Claude Boyer - Tél (répondeur) - Fax : 01 45 83 85 50 - E-mail : Boyer.claude2@wanadoo.fr
Secrétaire : Roger Bordes - Trésorière : Anne-Marie Chenet 01 42 78 18 36
Réunions les 1^{er} et 3^{ème} jeudis de chaque mois au CICP, 21 ter rue Voltaire 75011 Paris, métro Boulets-Montreuil

Bulletin d'adhésion et d'abonnement

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Ville : _____

Téléphone : _____ Télécopie : _____

Portable : _____ e-mail : _____

- Adhésion : 8 € par an don : _____ €
 Abonnement à la Lettre d'information du Comité Stop-Nogent-sur-Seine (1 an) : 8 €
(gratuit pour les étudiants et les RMIstes adhérents du comité)

